

un enjeu unique

Angela Merkel accorde un entretien à *Notre Planète*

Pour quelles raisons avez-vous décidé, dès le début de votre mandat de Chancelière, d'accorder une grande priorité à la question des changements climatiques?

Votre passé de scientifique et votre expérience en tant de Ministre de l'environnement dans les années 90 ont-ils été déterminants à cet égard?

Les changements climatiques posent un problème essentiel pour notre avenir individuel et collectif. C'est un problème auquel il faut faire face immédiatement, pas dans dix ou vingt ans. Comment les changements climatiques modifieront-ils notre environnement personnel? Nos foyers sont-ils sécurisés? Pouvons-nous prendre des précautions? Quelles sources d'énergie devrions-nous choisir? De plus en plus nombreux sont ceux qui, dans le monde, se posent ces questions.

Les changements climatiques constituent également un enjeu éthique. Nous devons laisser aux générations futures la possibilité d'accéder aux mêmes choses que celles que nous voulons pour nous-même. La chance doit aussi leur être donnée de vivre dans un environnement où elles se sentiront bien.

Je me préoccupe depuis longtemps des changements climatiques. Il est certain que j'ai été marquée par mon expérience de Ministre fédéral de l'environnement. La Conférence mondiale sur le climat, que j'ai présidée à Berlin en 1995, et les négociations de Kyoto en 1997 ont été des étapes décisives pour moi. Le Protocole de Kyoto a été la première mesure adaptée sur la voie d'une protection internationale du climat. Nous devons faire en sorte que d'autres mesures suivent — en particulier un accord pour succéder au Protocole de Kyoto en 2009.

Selon vous, doit-on craindre des changements climatiques dangereux et avec quelle urgence doit-on agir pour contrer cette menace?

Je suis convaincue que nous devons effectivement prendre très bientôt des décisions cruciales sur la marche à suivre. D'ici au milieu du siècle, nous devons avoir réduit les émissions mondiales de gaz à effet de serre d'au moins la moitié par rapport aux niveaux de 1990. Une telle réduction sera efficace en termes économiques également. Car nous savons que les investissements dans une protection intelligente du climat sont rentables. Le coût de l'inaction est encore plus élevé et, plus nous attendons, plus il le sera.

Du point de vue de la sécurité également, il y a lieu de changer d'approche dès à présent. Les changements climatiques posent un défi sécuritaire dès lors que leurs retombées menacent la vie de nombreuses personnes. Par exemple, je suis très préoccupée par le risque de mouvements migratoires mondiaux dus au manque d'eau. Le PNUE estime que, dans 20 ans, 1,8 milliard de personnes pourraient souffrir d'une pénurie totale d'eau.

Quel jugement portez-vous sur les résultats des négociations de Bali? Comment peut-on maintenant en tirer parti?

Bali nous a permis de bien progresser sur certaines questions importantes : nous avons un mandat de négociation global pour un accord de suivi du Protocole de Kyoto ainsi qu'un échéancier clair jusqu'en 2009. Tous les Etats sont impliqués — pays industrialisés, pays à économie émergente et pays en développement. Il s'agit maintenant de faire avancer les négociations rapidement et de façon concertée.

Quelles sont les chances d'arriver avant la fin de 2009 à un nouvel accord à la hauteur des attentes? Quels sont les éléments qui doivent y figurer?

Nous disposons d'une bonne base de départ car la communauté internationale a clairement montré qu'elle était prête à relever le défi. L'objectif est maintenant de décider des mesures concrètes à prendre pour limiter les changements climatiques. Nous devons préciser les contributions à apporter par chacun à la réduction des gaz à effet de serre, à une meilleure diffusion des technologies favorables au climat, à l'adaptation aux changements climatiques et, surtout, au financement des mesures nécessaires.

Pour le succès des négociations, il importe que tous les Etats comprennent que la lutte contre les changements climatiques contribue au développement durable et — contrairement à ce qui est parfois prétendu — ne compromet pas

le progrès économique, notamment dans les économies émergentes et les pays en développement.

Je suis persuadée que l'accord doit reposer sur une vision commune des engagements futurs en matière de protection du climat et doit énoncer des objectifs clairs en ce concerne à la fois les réductions à opérer par les pays industrialisés et les contributions vérifiables des pays en développement. Dans cette optique, nous devons préciser la façon dont les mesures de protection du climat prises par les pays en développement doivent être comptabilisées à leur crédit en vertu dudit accord international. Les pays industrialisés doivent aider les pays en développement dans leurs efforts, par exemple grâce à une coopération dans le domaine de la technologie.

La communauté internationale a-t-elle pris les mesures qui s'imposent pour s'adapter aux changements climatiques? Que faut-il faire?

Ce n'est que si nous avons une idée claire de jusqu'où nous voulons aller dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre que nous pourrions évaluer les efforts d'adaptation nécessaires. Toutefois, il est clair d'ores et déjà que les pays les moins avancés, en particulier, seront durement touchés par les changements climatiques. Nous connaissons déjà nombre des effets des changements climatiques : conditions climatiques extrêmes, nouveaux risques sanitaires, problèmes de culture des produits agricoles et pénuries d'eau potable.

A Bali, nous sommes parvenus à établir un Fonds d'adaptation pour les pays en développement. Ce fonds vise à aider ces pays à prendre des mesures préventives contre les plus graves effets des changements climatiques. Le futur accord sur la protection du climat devra contenir d'autres instruments financiers, car les experts estiment que l'adaptation pourrait exiger chaque année plusieurs milliards d'euros.

Qu'a fait l'Allemagne pour combattre le réchauffement planétaire? Qu'avez-vous encore prévu de faire et comment?

En Allemagne, nous avons réduit les émissions de gaz à effet de serre de plus de 18 % depuis 1990. Nous voulons continuer de jouer un rôle moteur dans la protection du climat. A cet effet, le Gouvernement fédéral a adopté, le 5 décembre 2007, la première partie d'un programme intégré sur le climat et l'énergie. Ce programme est ambitieux et prévoit, en particulier, des mesures visant à développer la cogénération et les énergies renouvelables dans le secteur de l'électricité, à promouvoir les énergies renouvelables pour le chauffage et à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments. Un montant total de 2,6 milliards d'euros est prévu pour 2008. Grâce à ce programme, l'Allemagne est en train de mettre en place les conditions indispensables à une diminution de ses émissions de gaz à effet de serre de 40 % (par rapport aux niveaux de 1990) d'ici à 2020.

Quelles sont, à votre avis, les chances que l'humanité parvienne à éviter des changements climatiques dangereux?

La lutte contre les changements climatiques représente un enjeu unique. Nous ne pouvons y faire face que si tous les Etats travaillent ensemble. Les politiques en matière de climat ouvrent donc aussi la voie à la coopération internationale. Au niveau technique et économique, nombre d'éléments nécessaires à la réduction des gaz à effet de serre sont déjà réunis. On peut citer par exemple des techniques efficaces, comme l'isolation thermique et les ampoules à faible consommation, ou les énergies renouvelables qui sont de moins en moins chères. De telles innovations contribuent déjà à la croissance économique et aussi à la création d'emplois.

Cependant, dans d'autres domaines beaucoup reste à faire. Nous devons repenser la manière dont nous produisons l'énergie et les biens. Il nous faut changer nos modes de vie, en tirant parti de nouvelles opportunités économiques, de façon à améliorer notre qualité de vie tout en utilisant moins de ressources. Si nous appliquons le principe du développement durable dans les pays industrialisés comme dans les pays en développement, nous pourrions alors empêcher que les changements climatiques ne deviennent une menace pour la vie sur l'ensemble de la planète. 